A°. 1926. N°. 39.



PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 16den Juli 1926, No. 537, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 20sten Maart 1926 (Staatsblad No. 46), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 9 Maart 1925 te 's-Gravenhage tusschen Nederland en Finland gesloten verdrag, betreffende de toelating, de rechten en verplichtingen en de immuniteiten van Finsche consulaire ambtenaren in de voornaamste havens van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao (Staatsblad 1925, No. 505).*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van den 10den April 1926, 4de Afdeeling No. 40/122, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 20sten Maart 1926 (Staatsblad No. 46), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 9 Maart 1925 te 's-Gravenhage tusschen Nederland en Finland gesloten verdrag, betreffende de toelating, de rechten en verplichtingen en de immuniteiten van Finsche consulaire ambtenaren in de voornaamste havens van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao (Staatsblad 1925, No. 505).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van den 20sten Maart 1926 (Staatsblad No. 46), nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

BRANTJES.

Uitgegeven den 26n. Augustus 1926.
De wnd. Gouvernements-Secretaris,
J. G. STATIUS MULLER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 24 December 1925 (*Staatsblad* n°. 505), houdende goedkeuring van het op 9 Maart 1925 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Finland* gesloten verdrag, betreffende de toelating, de rechten en verplichtingen en de immuniteiten van Finsche consulaire ambtenaren in de voornaamste havens van *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao*, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 27 Februari 1926 te *'s-Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 16den Maart 1925, Directie van het Protocol, nr. 8439;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bedoeld verdrag, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 20sten Maart 1926.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *eersten* April 1926.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, désirant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et la République de Finlande et assurer aux relations de commerce établies entre les deux nations le développement le plus ample, et voulant satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement Finlandais, a consenti à admettre des fonctionnaires consulaires finlandais dans les principaux ports des Indes néerlandaises, du Surinam et du Curaçao, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une convention spéciale, déterminant d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces fonctionnaires consulaires dans lesdits territoires.

A cette fin Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a nommé comme plénipotentiaire:

Son Excellence le Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

et le Président de la République de Finlande:

M. Yrjö Saastamoinen, Chargé d'Affaires de Finlande à La Haye,

lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de la République de Finlande seront admis dans tous les ports des Indes néerlandaises, du Surinam et du Curaçao, qui sont ouverts aux navires de toutes les nations.

Article 2.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de la République de Finlande seront considérés comme des protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire. Ils résideront dans le port indiqué dans leur commission et seront soumis aux lois, tant civiles que pénales, qui y sont en vigueur, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir des immunités qui y sont attachées, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter, par la voie indiquée dans le second alinéa de l'article 6, au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Du moment que l'exéquatur sera contresigné par le Gouverneur-Général des Indes néerlandaises, par le Gouverneur du Surinam ou par le Gouverneur du Curaçao lesdits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement Néerlandais et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement de la Reine se réserve la faculté de retirer l'exéquatur ou de le faire retirer par le Gouverneur-Général ou par les Gouverneurs susvisés, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure ou celle de la maison dans laquelle ils ont établi leur chancellerie un écusson aux armes de leur pays, avec la légende: Consulat-Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire de la République de Finlande.

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement

Néerlandais que par l'entremise du représentant diplomatique de la République de Finlande accrédité à La Haye.

En cas d'urgence les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront recourir directement au Gouverneur-Général ou aux Gouverneurs susvisés, prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne saurait être adressée aux autorités subalternes; ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Le passeport, délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires, ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les Indes néerlandaises, ou dans le Surinam ou dans le Curaçao et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement du territoire en question d'y interdire le séjour ou d'ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 8.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires finlandais, naufragés sur les côtes des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao, seront dirigées par les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires de la République de Finlande.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 9.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires finlandais peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonne-

ment des déserteurs des navires finlandais, marchands ou de guerre, pour autant que l'extradition des déserteurs de ces navires a été stipulée par traité.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux fonctionnaires compétents et si la preuve est rapportée par les registres du navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, l'extradition sera accordée à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire de la même nation. Néanmoins si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu toutefois que l'extradition du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention, sera remise jusqu'à ce que le tribunal néerlandais (territorial ou métropolitain) saisi de l'affaire, ait rendu une sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 10.

Lorsqu'un sujet de la République de Finlande vient à décéder sans héritiers ou exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises, chargées, d'après les lois locales, de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires consulaires finlandais, afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 11.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires finlandais seront, à la requête du capitaine ou de l'officier qui le remplace, exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités néerlandais ne pour-

ront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou que des personnes étrangères à l'équipage ne s'y trouvent mêlées.

Article 12.

Pour autant qu'en Finlande les mêmes faveurs sont accordées réciproquement aux Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires finlandais qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de toute imposition générale ou municipale ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais ou qu'ils n'habitent déjà le Royaume des Pays-Bas ou ses territoires d'outre-mer lors de leur nomination. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Article 13.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires finlandais jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao, qui pourraient être accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 14.

La présente convention est conclue pour un terme de cinq ans, à partir du 90ième jour après l'échange des ratifications.

A moins qu'une des Hautes Parties Contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 9 mars 1925.

(*L. S.*) van Karnebeek.
(*L. S.*) Yrjö Saastamoinen.

VERTALING.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN, wenschende de vriendschapsbanden, welke tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Finland bestaan, nauwer aan te halen en aan de tusschen beide landen gevestigde handelsbetrekkingen de meest mogelijke uitbreiding te verzekeren, en wenschende aan het door de Finsche Regeering te kennen gegeven verlangen te voldoen, heeft toegestemd in het toelaten van consulaire ambtenaren van Finland in de voornaamste havens van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, onder voorbehoud evenwel deze vergunning te regelen bij een bijzonder verdrag, waarbij de rechten, verplichtingen en vrijdommen dier consulaire ambtenaren in de genoemde gebieden duidelijk en nauwkeurig worden omschreven.

Te dien einde heeft HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN tot gevolmachtigde benoemd:

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken,

en de PRESIDENT DER REPUBLIEK FINLAND:

den heer YRJÖ SAASTAMOINEN, Zaakgelastigde van Finland te 's Gravenhage,

die, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Er worden Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van de Republiek Finland toegelaten in al die havens van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, welke open zijn voor de schepen van alle landen.

Artikel 2.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van de Republiek Finland worden beschouwd als beschermers van den handel hunner landgenooten in hun consulair ressort. Zij houden verblijf in de haven, in hunne com-

missie genoemd, en zijn onderworpen zoowel aan de burgerlijke als aan de strafwetten, die daar van kracht zijn, behoudens de uitzonderingen, die dit verdrag te hunnen gunste vaststelt.

Artikel 3.

Alvorens tot de uitoefening hunner werkzaamheden te worden toegelaten en het genot te hebben van de vrijdommen, die daaraan verbonden zijn, moeten de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en de Consulaire Agenten, langs den weg, aangegeven in de tweede alinea van artikel 6, aan de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eene commissie overleggen, houdende aanwijzing van hun consulair ressort en van hun standplaats.

Zoodra het exequatur medeonderteekend is door den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië, den Gouverneur van Suriname of den Gouverneur van Curaçao, hebben de genoemde consulaire ambtenaren van allen rang recht op de bescherming van de Nederlandsche Regeering en op den bijstand van de plaatselijke Overheid, ter verzekering van de vrije uitoefening van hunne werkzaamheden.

De Nederlandsche Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor het exequatur in te trekken of te doen intrekken door den Gouverneur-Generaal of de Gouverneurs bovenbedoeld, met opgave der redenen van dien maatregel.

Artikel 4.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten zijn bevoegd boven de buitendeur hunner woning of die van het huis, waarin zij hun kanselarij gevestigd hebben, een schild te plaatsen met het wapen van hun land, voorzien van het opschrift: Consulaat-Generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van de Republiek Finland.

Het is wel te verstaan, dat dit uitwendig teeken nooit zal kunnen worden beschouwd als gevende recht van asyl, noch als kunnende de woning en hare bewoners onttrekken aan de vervolging der plaatselijke justitie.

Artikel 5.

Het staat echter vast, dat de archieven en bescheiden betreffende de consulaire zaken tegen elk onderzoek beschermd zijn en dat geen Overheid of ambtenaar die op eenigerlei wijze of onder eenig voorwendsel zal kunnen onderzoeken, in beslag nemen of inzage er van nemen.

Artikel 6.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten bezitten geenerlei diplomatiek karakter.

Geene aanvrage kan tot de Nederlandsche Regeering worden gericht, anders dan door tusschenkomst van den diplomatieken vertegenwoordiger van de Republiek Finland, te 's Gravenhage gevestigd.

In spoedeischende gevallen kunnen de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten zich rechtstreeks wenden tot den Gouverneur-Generaal of de Gouverneurs bovenbedoeld, met aantooning van het spoedeischende der zaak en met uiteenzetting der redenen, waarom de aanvrage niet kan worden gedaan aan de ondergeschikte autoriteiten; of aantoonende, dat vroegere, tot die autoriteiten gerichte aanvragen zonder gevolg zijn gebleven.

Artikel 7.

Het door de consulaire ambtenaren afgegeven of voor gezien geteekende paspoort ontslaat den houder geenszins van de verplichting om zich te voorzien van al de stukken, door de wetten of plaatselijke reglementen gevorderd tot het reizen of zich vestigen in Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao, en laat onverkort het recht, dat de Regeering van het betrokken gebied bezit om er het verblijf te ontzeggen aan of de verwijdering te gelasten van den persoon in het bezit van een paspoort.

Artikel 8.

Alle verrichtingen tot redding van Finsche schepen, welke schipbreuk geleden hebben op de kust van Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao, worden geleid door de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van de Republiek Finland.

De tusschenkomst der plaatselijke autoriteiten geschiedt alleen om de orde te handhaven, om te waken voor de belangen der bergers, indien deze niet tot de bemanning der verongelukte schepen behooren, en om de uitvoering te verzekeren van de bepalingen, welke bij den in- en uitvoer van de geredde goederen nageleefd moeten worden.

Bij afwezigheid en tot aankomst van de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten, moeten de plaatselijke autoriteiten overigens alle noodige maatregelen nemen

voor de bescherming der personen en tot behoud der goederen van het verongelukte schip.

Daarenboven is overeengekomen, dat van de geredde goederen geenerlei in- en uitgaande rechten verschuldigd zijn, tenzij zij tot het binnenlandsch verbruik worden toegelaten.

Artikel 9.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Finland kunnen de hulp inroepen van de plaatselijke autoriteiten voor het aanhouden, in verzekerde bewaring houden en gevangennemen van deserteurs van Finsche koopvaardij- of oorlogsschepen, voor zoover de uitlevering van deserteurs van die schepen bij verdrag is bedongen.

Te dien einde wenden zij zich schriftelijk tot de bevoegde ambtenaren en indien door het scheepsregister, de monsterrol of elk ander authentiek stuk het bewijs geleverd wordt, dat de opgeëischte personen deel uitmaakten van de bemanning, zal de uitlevering worden toegestaan, tenzij de betrokken persoon Nederlandsch onderdaan zij.

De plaatselijke autoriteiten zijn gehouden gebruik te maken van alle in hunne macht zijnde middelen tot aanhouding der deserteurs. Na hunne aanhouding worden deze ter beschikking gesteld van de genoemde Consulaire ambtenaren, en kunnen, op aanvrage en op kosten van degenen, die hen opeischen, in verzekerde bewaring worden gehouden, om vervolgens terug te worden gezonden aan boord der schepen, tot welke zij behooren, of aan boord van een ander schip van hetzelfde land. Indien echter deze deserteurs niet teruggezonden zijn binnen drie maanden, te rekenen van af den dag hunner aanhouding, worden zij in vrijheid gesteld en kunnen om dezelfde redenen niet weder aangehouden worden.

Intusschen wordt de uitlevering van een deserteur, die eenig strafbaar feit gepleegd mocht hebben, opgeschort totdat de betrokken Nederlandsche rechtbank (in Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao of in Nederland) uitspraak heeft gedaan en daaraan uitvoering is gegeven.

Artikel 10.

Wanneer een onderdaan van de Republiek Finland komt te overlijden, zonder bekende erfgenamen of uiterste wilsuitvoerders na te laten, geven de Nederlandsche autoriteiten, krachtens de plaatselijke wetten met het beheer van den boedel

belast, daarvan kennis aan de Finsche Consulaire ambtenaren, opdat deze de noodige inlichtingen aan de belanghebbenden doen toekomen.

Artikel 11.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Finland zullen op verzoek van den kapitein of van dengene, die hem vervangt, uitsluitend belast zijn met de handhaving der inwendige tucht aan boord van koopvaardijschepen van hun land.

Zij zijn uitsluitend bevoegd tot kennisneming van alle geschillen, ontstaan op zee of in de haven tusschen den kapitein, de officieren en de overige leden der bemanning, met inbegrip van geschillen, welke betrekking hebben op de regeling der gage en de uitvoering der wederzijds aangegane verbintenissen.

De Nederlandsche rechtbanken of andere autoriteiten mogen zich uit geenerlei hoofde in die geschillen mengen, tenzij deze van dien aard mochten zijn, dat de openbare rust en orde aan wal of in de haven daardoor mocht worden verstoord, of dat personen, niet tot de bemanning van het betrokken Finsche schip behoorende, daarin mochten betrokken zijn.

Artikel 12.

Voor zoover in Finland aan de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Nederland wederkeerig dezelfde gunsten worden toegestaan, zijn de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Finland, welke geen handel drijven en buiten hun consulairen werkkring geen betrekking hebben of geen beroep uitoefenen, vrijgesteld van inkwartiering, personeele belasting en van alle Rijks- of gemeentelijke belasting van personeelen aard, tenzij zij Nederlandsch onderdaan zijn of reeds tijdens hunne benoeming in Nederland of zijne overzeesche gebieden woonachtig waren.

Die vrijstelling kan zich nooit uitstrekken tot in- en uitgaande rechten of andere indirecte of zakelijke belastingen.

Artikel 13.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Finland zullen in Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao alle andere voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen genieten, welke in het vervolg mochten worden toegekend aan de agenten van denzelfden rang van de meest begunstigde natie.

Artikel 14.

Dit verdrag zal van kracht blijven gedurende een termijn van vijf jaren, te rekenen van den 90sten dag na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Tenzij een der Hooge verdragsluitende Partijen aan de andere Partij, ten minste één jaar vóór het verloop van dezen termijn, haar voornemen mocht te kennen geven om de werking er van te doen ophouden, zal het verdrag van kracht blijven totdat een jaar verstreken is, nadat een der Hooge verdragsluitende Partijen het heeft opgezegd.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend en van hun zegels voorzien.

Gedaan, in dubbel, te 's Gravenhage, den 9den Maart 1925.

(*L. S.*) VAN KARNEBEEK,
(*L. S.*) YRJÖ SAASTAMOINEN.